Propos liminaire du général d'armée Jean-Pierre BOSSER

Audition dans le cadre du PLF 2016

11 octobre 2016

Commission de la Défense Nationale et des forces armées

Seul le prononcé fait foi.

Introduction

Madame la Présidente,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

La dernière fois que nous nous sommes vus, en audition plénière, c'était il y a exactement un an, le 13 octobre. C'était donc juste un mois avant le Bataclan. Ensuite, il y a eu Nice et Saint Etienne du Rouvray ... une année ou le risque et la menace n'ont cessé d'augmenter sur le territoire national.

Dans le même temps, **là-bas**, **sont tombés**, **le 12 avril, trois de nos frères d'armes** en luttant contre la menace terroriste à la racine : le maréchal-deslogis Damien NOBLET, le brigadier Michaël CHAUVIN et la 1^e classe Mickaël POO-SING.

1

Enfin, ce fut une année au cours de laquelle le service militaire volontaire (SMV) et la montée en puissance de la réserve ont donné les premiers signes de la réussite.

Je souhaite, en quelques minutes revenir sur cette année. Elle a été marquée, pour l'armée de Terre, par une véritable inversion de tendance sur laquelle il me semble important de s'attarder un peu.

J'aborderai ensuite, si vous le voulez bien, les perspectives pour 2017, poursuivant en construction la dynamique positive de 2016 mais appelant toutefois à la vigilance, notamment au travers de deux points durs que j'ai identifiés et d'une préoccupation majeure que je fais mienne.

Enfin, je vous entretiendrai de l'avenir post-2017. Pour ce dernier, je ne formule qu'un vœu : celui de voir alloués les moyens nécessaires à donner sa pleine puissance au modèle « Au Contact » que nous venons de mettre en place. C'est la condition nécessaire de la performance et de l'efficacité de notre armée de Terre.

1^{ère} partie, donc, 2016.

Année qui porte, pour l'armée de Terre, le sceau de l'« inversion de tendance », ainsi que je l'évoquais à l'instant.

Une année de « charnière » dans 3 domaines.

Tout d'abord, en matière d'effectifs. 2016 est une année de recrutement historique : les objectifs quantitatifs sont 2 fois plus élevés qu'en 2014 et 1,5 fois qu'en 2015. En remplissant ces objectifs, la force opérationnelle terrestre (FOT) se densifie et gagne, vous le savez, 11 000 hommes et femmes en deux ans, ce qui se traduit par des unités supplémentaires. Nous avons déjà 17 compagnies et escadrons formés en plus. En avril 2017, nous en aurons 40.

Une précision toutefois : recruté ne veut pas dire instruit, instruit ne veut pas dire entrainé. Nous aurons une FOT à 77 000 fin 2016-début 2017. Elle sera pleinement instruite – donc apte à être engagée sur le TN – été 2017. Elle ne sera pleinement entrainée – donc apte à être engagée en opérations extérieures – qu'à l'été 2018 ... sous réserve qu'il n'y ait pas de nouveau pic d'engagement à 10 000 hommes sur le territoire national.

Année charnière, ensuite, sur le plan capacitaire. De manière symbolique, 2016 est l'année-clef des gros programmes, année à mi-chemin entre la notification de SCORPION en 2014 et le début des livraisons en 2018, année du 60^e TIGRE et du 20^e CAIMAN ... A côté de ces programmes inscrits dans la durée, 2016 est aussi une année de commandes de court-terme dont les livraisons commenceront dès 2017 : je pense à celles des premiers fusils AIF (en remplacement du FAMAS) et des premiers véhicules légers tactiques polyvalents non-protégés (en remplacement de la P4).

2016 est enfin l'année du rééquilibrage des opérations, entre extérieur et intérieur, parce que la menace militarisée est désormais continue, elle aussi, entre l'intérieur et l'extérieur. Je crois qu'on n'aura jamais autant écrit sur le territoire national que cette année. Je n'énumèrerai pas les multiples rapports¹ de toute origine écrits sur ce thème mais une chose est sûre, le sujet a été défriché; il l'a davantage été qu'il ne l'avait été au cours des 25 dernières années.

Par-delà les écrits, dans le domaine des actes, il y a également lieu de relever l'engagement intense de l'armée de Terre, déployée sur le territoire national à hauteur de 7 000 à 10 000 hommes et femmes tout au long de l'année. Ce plafond de 10 000, qui devait initialement conserver un caractère très ponctuel, a en réalité été tenu en 2016 pendant un tiers de l'année, ce qui n'est pas anodin.

Pour résumer cet engagement rééquilibré de l'armée de Terre entre extérieur et intérieur, retenez qu'il concerne, à l'instant T, 10 000 hommes et femmes déployés ou en alerte sur le territoire métropolitain et autant en opérations extérieures ou dans les forces de souveraineté et de présence.

Inflexion des effectifs, des équipements et des missions : 2016 consacre bel et bien un « changement d'époque » pour l'armée de Terre, dont l'emploi est désormais structuré au travers de 3 champs d'action.

Troin/Léonard », rapport de la Commission d'enquête (Commission « Fenech »).

4

¹ Pour mémoire : rapports du SGDSN et du MINDEF, étude de l'IFRI (la Sentinelle Egarée), rapport du HCECM, rapport de l'Institut Montaigne, rapport de la Mission d'Information « Audibert-

3 champs pour un « plein emploi », voire un « suremploi ».

Le 1^{er} champ d'action, le plus traditionnel, est celui du « combattre là-bas », qui s'exprime au travers de 3 types d'opérations.

- Les opérations classiques, celles auxquelles on pense immédiatement, qui consistent à intervenir, comme en ce moment au Levant et au Sahel, où les combats demeurent intenses. Au MALI, à titre d'exemple, deux véhicules militaires français ont sauté sur une mine ce week-end. En Irak, nos canons CAESAR tirent maintenant quasiment quotidiennement.
- A côté de ces opérations « classiques », nous participons également à la montée en puissance des opérations de réassurance qui contribuent à une nouvelle forme terrestre de dissuasion face à l'Est. Ainsi, dans le cadre de la « présence avancée », nous allons engager un sous-groupement tactique en 2017 en Estonie aux côtés des Britanniques et en 2018 en Lituanie aux côtés des Allemands.
- Enfin, il convient de ne pas oublier de mentionner toutes nos actions de prévention et d'assistance militaire opérationnelle dans l'arc de crise, actions qui s'appuient sur nos forces pré-positionnées et sur une étroite coopération avec nos alliés, notamment les pays du G5 SAHEL dans le cadre de la bande sahélo-saharienne.

Le 2^{ème} champ d'action, qui a émergé véritablement en 2015-2016, est celui du « lutter ici », qui nous impose de relever simultanément 3 défis.

- Le premier défi est d'assurer la **protection** du territoire et des Français. Protéger la Cité et ses habitants est la raison d'être, la vocation première de toute armée. Ce défi se traduit, au-delà de l'effet de loupe médiatique dont bénéficie l'opération Sentinelle, par la construction en marchant d'une véritable posture de protection terrestre (PPT) pérenne. Cette PPT à

- 10 000 hommes doit s'entendre comme un savant dosage entre des effectifs déployés face à la menace actuelle et des effectifs en préparation opérationnelle, s'entrainant face aux nouvelles menaces potentielles.
- Le second défi du TN consiste à participer à la **connaissance/anticipation**, aux côtés des FSI, pour mieux appréhender le continuum de cette « menace militarisée » et mieux anticiper les changements de posture et de modes d'action de l'adversaire. Il s'agit en somme de « faire changer l'incertitude de camp » et, nous concernant, de dissiper au mieux le « brouillard de la guerre ».
- Le troisième et dernier défi du « lutter ici » est d'œuvrer à renforcer la résilience de la Nation. L'armée de Terre a, à cet égard, deux responsabilités : stimuler la cohésion nationale et incarner certaines valeurs identifiées désormais comme « refuges ». Son action s'appuie à la fois sur des initiatives au profit de la jeunesse, comme le service militaire adapté (SMA) 6 000 jeunes par an ou le service militaire volontaire (SMV) expérimentation à 1 000 jeunes ainsi que sur la réserve opérationnelle dont nous poursuivons la montée en puissance à marche forcée, dans une pleine et vertueuse intégration à l'armée de Terre d'active. L'objectif est d'atteindre 24 000 réservistes opérationnels sous contrat fin 2018.

Le 3^{ème} champ d'action conditionne autant qu'il concurrence les deux premiers. Il est celui qui consiste à « se renforcer » et porte 3 enjeux majeurs.

 Le premier enjeu est de disposer d'hommes et de femmes en quantité et en qualité. J'évoquais précédemment la manœuvre inédite de recrutement en 2016. Celle-ci va se poursuivre en 2017. Pour la 3^e année consécutive, nous aurons un plan de recrutement - dans l'active - supérieur à 15 000. L'armée de Terre fait également effort sur la formation initiale de ses recrues et y consacre un encadrement de l'ordre d'1 instructeur pour 4 jeunes. Au quotidien et en cumulé, cela représente, le volume d'une brigade blindée (7 500 hommes) dédiée à la formation initiale. Nous veillons enfin, en portant une attention particulière à la condition du personnel, à préserver dans la durée notre ressource. Pour le moment aucun indicateur ne me laisse entrevoir une baisse de la fidélisation.

- Le deuxième enjeu du renforcement est d'augmenter l'entrainement. L'armée de Terre n'a réalisé que 65 JPO en 2015. J'estime que nous devrions être entre 70 et 75 en 2016, au prix d'efforts significatifs. Mais nous sommes encore loin de la cible de 90 qui doit cependant rester notre objectif à horizon de l'été 2018. Cela suppose qu'aucun nouveau déclenchement du « TN 10 000 » ne vienne retarder la relance de la préparation opérationnelle.
- Le troisième enjeu est de fournir les **équipements** nécessaires à ces soldats recrutés et entrainés. C'est l'enjeu prioritaire. Désormais, et je reviendrai sur ce point plus en détail tout à l'heure, les équipements doivent rejoindre les effectifs. Cela ne pourra être possible sans une accélération et une densification des programmes, notamment du programme SCORPION.

De ce triple engagement « là-bas », « ici » et « en interne » découle l'équation de la suractivité que vit aujourd'hui l'armée de Terre :

sur-recrutement et sur-emploi opérationnel = sous-entrainement et surabsentéisme de la garnison = sur-activité. Et cette suractivité se traduit budgétairement par quelques tensions de fin de gestion 2016.

Des tensions de fin de gestion qui traduisent budgétairement la suractivité.

Je souhaiterais tout d'abord rappeler à nouveau l'effort budgétaire significatif qui a été accompli en 2016, notamment du fait de l'actualisation de la LPM en juillet 2015. Cet effort visait à mettre en cohérence globale les ambitions et les moyens. Le résultat est largement positif. Les efforts consentis sont d'ores et déjà perceptibles par nos hommes au quotidien. Ils leur permettent ainsi de mesurer la contrepartie de l'engagement que l'on exige d'eux.

D'une part, ils constatent l'arrivée de **nouveaux équipements « individuels » ou « de proximité »** qui exercent un effet très positif sur leur moral. Ainsi, en fin d'année, les 1 000 Ford Ranger auront été livrés, ainsi que les 3 500 premiers gilets de combat SMB qui équiperont une compagnie par régiment d'infanterie. Grâce au procédé d'acquisition en urgence opérationnelle, 1 000 terminaux Auxylium ont également été livrés en 2016 et améliorent de façon significative les capacités de communication des unités Sentinelle engagées en Ile-de-France. Souvenons-nous de ces mots du général de Gaulle dans *Vers l'Armée de métier* : « c'est au goût des belles mécaniques que le service dans les troupes de métier offrira pleine satisfaction ».

D'autre part, nos hommes sont attentifs à l'attention qu'on leur porte. Dans ce cadre, les **mesures liées à la condition du personnel** sont très positivement perçues. Parmi d'autres, je voudrais évoquer l'effort en matière d'infrastructure qui a été conduit, dans le cadre de Sentinelle comme dans celui de la remontée en puissance, avec notamment la livraison en fin d'année de 9 bâtiments modulaires durables « CATALPA² », sur les 15 bâtiments³

² Appellation non militaire, donnée par Bouygues, qui désigne une essence d'arbres originaire d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est (essence réputée imputrescible). Fait allusion au fait que les bâtiments ont des ossatures en bois.

commandés en janvier 2016. Je voudrais également évoquer les deux premières mesures indemnitaires liées à la suractivité qui arriveront concrètement sur le compte de tous les militaires d'ici la fin de l'année : le paiement de 2 jours d'ITAOPC pour 2016, soit un montant annuel de 170 euros, et le doublement de l'AOPER, qui passe de 5 à 10€ par jour, avec effet rétroactif à compter de juin 2016.

Cela étant dit, je voudrais toutefois appeler votre attention sur les contraintes qui pèsent sur le budget en cette fin d'exercice. L'armée de Terre est tout d'abord touchée, au même titre que les autres armées, par des incertitudes sur ses ressources, incertitudes liées à l'attente de décision concernant certains mécanismes usuels comme la levée de la réserve de précaution ou la couverture interministérielle des surcoûts OPEX et MISSINT. Cette situation, relativement habituelle, appelle comme chaque année à la vigilance, sans toutefois susciter une inquiétude excessive.

Ensuite, pour ce qui concerne plus précisément l'armée de Terre, celle-ci rencontre à ce stade de gestion des insuffisances préoccupantes, évaluées à plus de 100 M€ sur le BOP « Préparation des Forces Terrestres » du P178. Elles sont la conséquence du surengagement opérationnel, de nouveaux besoins liés à la remontée en puissance de la force opérationnelle terrestre (FOT) et d'une tension excessive sur l'entretien programmé des matériels, en particulier aéroterrestres. Ces insuffisances, si elles n'étaient pas couvertes, pèseraient sur la prochaine annuité et fragiliserait l'équilibre de la construction budgétaire 2017, sur laquelle je vais maintenant venir.

³ 12 livrés en janvier 2017 + 3 au profit de la 13^e DBLE échelonnés dans l'année 2017.

Deuxième partie, donc, 2017.

Une année dont on peut dire qu'elle poursuit la dynamique positive initiée en 2016 mais qui appelle toutefois à la vigilance.

Une année dont il convient globalement, en construction, de se satisfaire.

2017 décline, tout d'abord, les décisions entérinées dans la loi de programmation actualisée puis lors du conseil de défense du 6 avril dernier. Ce dernier a notamment permis de valider la plupart des besoins de l'armée de Terre en termes d'effectifs – y compris dans le domaine de la condition du personnel – comme en termes d'équipements. Je pense, tout spécialement, à la reconnaissance du besoin de mobilité de la force opérationnelle terrestre avec, en particulier, la validation du renouvellement de la P4⁴ à hauteur de 3 800 unités et l'augmentation de la cible VBMR-légers de 200 unités⁵.

Structurellement, le PLF 2017 devrait permettre à l'armée de Terre de faire face à ses besoins en T2, avec notamment un BOP « Personnel Militaire de l'Armée de Terre » doté à hauteur de 7,8 Md€. Il permettra ainsi de poursuivre la montée en puissance du personnel d'active, d'augmenter la réserve opérationnelle, d'achever la transposition du « nouvel espace statutaire de catégorie C » (NES-C), de revaloriser le point d'indice, de mettre en place le plan d'amélioration de la condition du personnel (PACP) et d'initier la mise en place du protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR).

⁴ Les 500 premiers « véhicules légers tactiques polyvalents non protégés » (VLTP-NP) seront acquis sur étagère et seront livrés en 2017. Les 3 300 exemplaires suivants font l'objet d'un programme d'armement porté par la DGA (livraisons à

⁵ La cible VBMR-L est passée de 358 à 558. Le besoin de l'armée de Terre demeure supérieur : 1 000 à horizon 2020.

Dans le domaine capacitaire, 2017 sera au croisement vertueux des commandes et des livraisons d'équipements. « Commandes » pour préparer l'avenir avec, en particulier celles des 319 premiers Griffon, des 20 premiers Jaguar mais aussi de 12 000 AIF / HK 416. « Livraisons » pour traduire concrètement les décisions récentes, notamment de la LPM actualisée de 2015 et du CDD du 6 avril dernier (avec en particulier 6 Tigre, 7 Caïman, 5 Cougar rénovés, 379 porteurs polyvalents terrestres ainsi que les 500 premiers VLTP-NP).

Aux côtés des équipements majeurs, je souhaite également faire mention de tous les équipements d'environnement qui permettront de donner de la cohérence capacitaire à l'armée de Terre et sont en cela indispensables bien que moins visibles. Je pense à certains équipements, en particulier dans le domaine optronique (viseurs infrarouges, lunettes thermiques), qui accompagneront la remontée en puissance de la FOT.

Je pense également aux munitions, domaine dans lequel l'enjeu est de taille à la fois qualitativement avec l'entrée en service de systèmes nouveaux (comme les missiles moyenne portée, MMP, dont les 150 premiers exemplaires seront livrés en 2017) et quantitativement avec la densification de certains stocks critiques (à l'instar des roquettes de LRU et des missiles HELLFIRE pour l'hélicoptère TIGRE). Ce sujet des munitions est véritablement sensible. L'effort financier qui s'élève à 200 M€ en 2017 devra être amplifié dans le futur pour que nous puissions remonter le stock de nos munitions critiques, notamment missiles et roquettes, tout en honorant pleinement notre contrat opérationnel.

En termes d'entrainement, le PLF est également satisfaisant. Il correspond à la réalité de ce que nous devrions pouvoir faire. 81 journées de préparation opérationnelle (JPO) sont budgétées, ce qui est cohérent avec nos capacités actuelles même si l'ambition demeure, à terme, au niveau de 90 jours. De la même façon nous ne devrions pas pouvoir réaliser en 2017 davantage que les 164 heures de vol (HdV) budgétées, à mettre en regard des 180 heures affichées en LPM. Dans le domaine de l'entrainement, nos ambitions ne sont pas tant dégradées par des insuffisances budgétaires que par des contraintes liées au suremploi opérationnel et à l'insuffisante disponibilité technique des parcs.

Globalement, donc, le PLF 2017 est plutôt positif pour l'armée de Terre dans la mesure où il permet de confirmer l'inversion de tendance de 2016.

Je voudrais toutefois souligner un risque portant sur la déclinaison budgétaire des engagements du 6 avril dernier. En effet, d'une part, pour 2017 seuls 40 % des ressources octroyées proviennent de crédits budgétaires, le reste étant de fait incertain. D'autre part, au-delà de 2017, le financement demeure soumis à des arbitrages politiques dans la mesure où il n'est pas, à ce jour, gravé dans la loi. L'élan ne devra pas être brisé!!

Cela étant posé, je souhaite maintenant mettre en avant deux « points durs » financiers et une « attention particulière » du CEMAT.

Deux points durs : l'infrastructure et le MCO.

L'infrastructure, en effet, demeure aujourd'hui le talon d'Achille de l'armée de Terre en dépit d'une véritable volonté à la fois politique et de commandement. Il convient à cet effet de noter les résultats positifs du plan d'urgence « condition du personnel » déclenché à l'été 2014 par le MINDEF pour corriger les « points noirs ». Ils sont réalisés à hauteur de 82 % pour le ministère et de 75 % pour l'armée de Terre. De même, le logement des nouvelles unités de la FOT a bien été pris en compte, notamment grâce au projet CATALPA que j'évoquais tout à l'heure. Enfin, l'infrastructure liée à Sentinelle a bénéficié d'un effort notable puisque plus de 20 M€ ont été investis.

Toutefois, ces actions « coup de poing » ne doivent pas masquer une situation globalement préoccupante.

Pour ce qui concerne les acquisitions, certains besoins prioritaires demeurent non financés comme, par exemple, l'accueil du futur SDT au 61^e RA de Chaumont (20 M€ dont seulement 5 M€ en 2017) ou le renforcement des capacités des forces spéciales (28 M€). Des renoncements ont également dû être consentis dans des domaines « moins prioritaires » et 191 M€ ont ainsi dû être reportés au-delà de 2022 alors qu'ils représentent des besoins immédiats.

La situation est également préoccupante en ce qui concerne l'entretien du parc immobilier de l'armée de Terre. Il se détériore au fil du temps du fait d'un effort de maintenance passé progressivement, en dix ans, de 6€/m2 en 2007 à 2€/m2 aujourd'hui. Les crédits accordés au titre du PLF 2017 permettront tout juste de freiner la dégradation du patrimoine.

Le deuxième point dur que j'identifie concerne le MCO, à la fois terrestre et aéro. Le MCO terrestre, d'abord, fait l'objet d'une réforme indispensable et ambitieuse qui doit absolument être financée dans la durée. Cette réforme est la conséquence de trois réalités.

Une réalité opérationnelle, d'abord, liée à l'usure accélérée du matériel en particulier du fait du caractère abrasif des OPEX. En 2016, ce sont près de 3 000 matériels majeurs de l'armée de Terre qui auront été engagés en opérations extérieures, outremer et à l'étranger, soit l'équivalent de 20 régiments. Une réalité technologique, ensuite, car aujourd'hui cohabitent dans les forces 4 générations de matériels avec des parcs anciens extrêmement hétérogènes (il existe par exemple plus de 50 configurations différentes de VAB) et des parcs de nouvelle génération faisant appel à une maintenance d'un autre type (davantage prédictive notamment). Une réalité humaine, enfin, du fait du départ prévu de 2 400 agents civils de maintenance du MINDEF d'ici à 2025, départ qui n'est compensé que partiellement par un flux de recrutement annuel moyen estimé à 160.

Face à cette triple réalité, le projet MCO-T 2025, l'une des principales déclinaisons de « Au Contact », apporte une réponse qui s'inscrit dans une approche duale, séparant d'un côté la maintenance industrielle (étatique et privée) en charge de la régénération, avec une plus forte implication des industriels, et de l'autre la maintenance opérationnelle en charge de la disponibilité, aux mains des forces. En l'état, le financement permet globalement d'initier le projet sur 2017-2018 mais il n'est absolument pas garanti au-delà. Il y a un impératif de continuité pour que cette réforme porte ses fruits.

Du côté des hélicoptères, enfin, le MCO-aéro est également, sinon davantage, un point dur. Le modèle économique est, en l'état, non viable. Avec 70 % des voilures tournantes du ministère, l'armée de Terre est concernée au premier chef.

Comment admettre que, sur les quelque 300 hélicoptères dont je dispose, je ne sois **pas capable d'en engager plus d'un tiers**, ce qui pose des problèmes à la fois pour les opérations et la formation, et induit des coûts supplémentaires, en recourant par exemple à l'externalisation d'une partie des heures de vol.

Avec 338 M€ de crédits de paiement, et en l'état actuel du modèle économique du MCO aéroterrestre, le niveau de ressources pour 2017 est juste suffisant. Il permet à court terme de soutenir l'activité et de faire face aux contraintes opérationnelles actuelles, lesquelles correspondent au seuil bas du contrat opérationnel.

Deux points durs, donc, infrastructure et MCO. Puis une attention spécifique, le moral.

Le moral.

C'est une responsabilité du CEMAT et du commandement qui touche à l'essentiel, nos hommes, et conditionne notre capacité opérationnelle. D'un point de vue global, le moral de l'armée de Terre me semble être plutôt bon. Il est notamment soutenu par la dynamique positive dans laquelle se trouve l'armée de Terre en matière d'effectifs et d'équipements. Il ne semble pas, pour le moment, être a contrario affecté à l'excès par les deux « vents contraires » que constituent l'absentéisme de la garnison et le problème Louvois. Il convient toutefois d'être vigilant car, culturellement, le « terrien » est peu enclin à se plaindre. Le maillon fragile auquel il faut prêter une oreille attentive est celui constitué par les familles, qui souffrent justement directement de ces deux « vents contraires » et ont probablement moins de retenue à le faire savoir.

Il est certain que nos hommes et leurs familles sont affectés par le fort absentéisme de la garnison. Il n'est pas anodin que 50% de la FOT ait passé en 2016 plus de 150 jours de mission hors garnison, certains allant même audelà de 220 jours. Il n'est pas non plus indolore que le *surge* de cet été ait privé, au dernier moment, 2 000 hommes – donc 2 000 familles – de congés estivaux programmés, et dans bien des cas également réservés.

La compensation de ce sur-absentéisme est globalement prise en compte. C'est un fait. Dans la droite ligne des annonces ministérielles et présidentielles des deux dernières années, les mesures de condition du personnel liées à la suractivité sont financées sur le PLF 2017 (notamment 35M€ pour l'indemnisation d'absence cumulée). Dans le même esprit, l'armée de Terre

sera très attentive aux annonces qui pourraient être faites au prochain CSFM. Pour autant, nos militaires, en bons Saint-Thomas, ne croient que ce qu'ils voient sur leurs bulletins de solde, lesquels ne reflètent pas encore la réalité de l'effort politique.

Il reste en effet un obstacle majeur sur le chemin entre la décision et la mise en œuvre, le logiciel Louvois, ce deuxième « vent contraire ». Le logiciel est toujours instable et le restera. 15 % des soldes nécessitent encore chaque mois des régularisations avant versement. Qu'en sera-t-il de la mise en œuvre des nouvelles primes ? Comment sera digérée la transition vers Source Solde ? Qu'en sera-t-il de la retenue à la source sur un logiciel non stabilisé ? Je vous avoue partager une partie du scepticisme de mes hommes.

En dépit de cela, vos soldats font preuve d'un professionnalisme qui les honore et que je tiens à saluer ici devant vous. Souvenons-nous que cet été, 10 000 hommes ont patrouillé sans cesse à Paris et en province, et 6 000 hommes ont même fait 12 semaines de missions consécutives entre juin et août, sans broncher, sans faillir, et avec une extrême dignité dans le comportement et la tenue.

Pour résumer cette partie, je qualifierai donc ce PLF de plutôt satisfaisant, mais qui ne doit pas faire l'économie de quelques points d'attention et de vigilance que j'ai essayé d'évoquer de façon objective. 2017 sera toutefois une année de transition. Les enjeux « Terre » sont surtout postérieurs. Je souhaite donc dépasser cette focale pour finir par une courte projection audelà car l'avenir de l'armée de Terre se prépare dès aujourd'hui.

Quel avenir?

Un modèle en trois dimensions.

J'ai coutume de présenter l'avenir de l'armée de Terre dans trois dimensions.

La première dimension est « AU CONTACT » dont la vocation est d'ORGANISER l'armée de Terre. Le modèle est désormais en place à plus de 90 %, et il sera finalisé à l'horizon 2017. Il fallait trois années pour une telle ambition : 2014-2015 pour concevoir, 2015-2016 pour mettre en place, 2016-2017 pour mettre en œuvre et, pourrait-on dire, « écouter le moteur tourner et le régler ».

La deuxième dimension est « SCORPION », vu comme l'emblème de la transition capacitaire en cours. « SCORPION » sert à OUTILLER l'armée de Terre qui, du point de vue de ses équipements, changera davantage de « visage » en 15 ans, entre 2010 et 2025, qu'elle n'en a changé en 40 ans, entre 1970 et 2010.

Cette transition doit être appuyée par une réflexion sur un modèle économique d'un nouveau genre pour l'armée de Terre. Il s'agit de chercher à saisir les opportunités quand elles sont à la fois soutenables financièrement et faisables techniquement. Deux exemples pour illustrer : faut-il reconstruire des P4 au prix de 300 heures de maintenance et pour un coût de 27 000 euros ou acheter sur étagère ? Faut-il conserver nos FAMAS vieillissants quand les obsolescences deviennent exorbitantes (pour le prix de 6 chargeurs de FAMAS, on peut aujourd'hui acheter une AIF) ?

Sur ce dernier point, vous me parlerez de patriotisme économique, de « made in France », de votre souhait que la Défense soutienne les acteurs économiques. Je souscris pleinement à cette démarche. En retour, cependant, j'appelle les acteurs économiques à également soutenir l'effort de défense, c'est l'économie patriote, le « made for France ». Nous sommes en effet en guerre, nous sommes tous en guerre. J'ai, à cet égard, une très forte attention envers nos industriels de défense, à la fois quant au suivi contractuel des programmes en cours et quant au potentiel de leurs chaines de production à notre profit, pour les programmes futurs.

Dans le cas précis de l'AIF, vous noterez toutefois, que les barreaux d'aciers servant à usiner les canons seront produits par une entreprise française dans le Puy-de-Dôme. Et le canon représente 30 % du prix de l'arme.

La 3^{ème} et dernière dimension, enfin, s'appelle « ACTION TERRESTRE FUTURE » (ATF). Son objet est d'ORIENTER l'armée de Terre, de lui fixer un cap pour les décennies à venir. Cette réflexion prospective est indispensable en interne comme en externe, notamment pour les industriels qui doivent pouvoir se projeter dans l'avenir. ATF est un document élaboré par l'armée de Terre. La méthode a consisté à déterminer 8 facteurs de supériorité opérationnelle pour dominer l'adversaire. Nous diffuserons ce document dans les prochains jours et vous en serez parmi les premiers destinataires. Vous l'aurez d'ailleurs en avant-première si vous venez à Satory le 20 octobre pour la présentation des capacités de l'armée de Terre, démonstration à laquelle vous avez tous été conviés.

Cette dynamique construite autour de ces 3 dimensions (organiser, outiller, orienter) vise à donner sa pleine puissance au modèle. C'est mon ambition à horizon de la prochaine LPM ou, en d'autres termes, des cinq prochaines années.

Donner sa pleine puissance au modèle.

La guerre est revenue, c'est une réalité. Notre monde et notre pays renouent avec l'inconfort stratégique et l'instabilité sécuritaire. Aujourd'hui, l'armée de Terre a besoin d'être consolidée pour y faire face. Cela passe par un effort portant désormais davantage dans le champ des équipements que dans celui des effectifs.

S'il y avait une ambition de 2% dans les prochaines années, l'armée de Terre formule le souhait que les équipements « rattrapent » les effectifs. Ainsi, je revendique donc surtout une ambition capacitaire pour nos forces terrestres. Cela se traduit par un effort à marquer dans les domaines des acquisitions d'équipements, de l'infrastructure associée et du maintien en condition opérationnelle.

Mon ambition est, en particulier, d'accélérer la mise en place de SCORPION, de son environnement infovalorisé et de son soutien (MCO-T 2025) plutôt que de continuer à dépenser pour faire vieillir nos parcs actuels (VAB, AMX 10 RC). Elle intègre également l'amélioration indispensable de la mobilité terrestre. Il nous faut retrouver la capacité de desserrement de nos garnisons que nous avons perdue.

Conclusion

Pour conclure ce propos, et avant de répondre à vos questions, je voudrais vous **remercier**, vous madame la présidente tout particulièrement, car c'est vraisemblablement ma **dernière audition au cours de cette législature**.

Je reconnais à cette commission une grande qualité, celle de placer les intérêts supérieurs de la Nation au-dessus de toute considération partisane. En cela, je me suis toujours senti à l'aise parmi vous et en phase avec vous.

Nos finalités respectives, élus et militaires, se rejoignent car notre engagement est au service de la France et des Français. Nous nous retrouvons donc toujours sur l'essentiel.

Je voudrais vous dire combien les hommes et les femmes de l'armée de Terre méritent cette « union nationale » sur les questions de défense : ils sont exceptionnels. Vous le constatez d'ailleurs quand vous les rencontrez sur le terrain. Je l'ai pour ma part constaté, une nouvelle fois, la semaine dernière en BSS.

Je vous remercie de votre attention et suis prêt à répondre à toutes vos questions.